



VILLE D'ANTIBES
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES
D.G.A VIE SOCIALE ET
CULTURELLE
DIRECTION EDUCATION

CONVENTION DE REPARTITION
DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT
ENTRE LA COMMUNE D'ANTIBES ET LA COMMUNE DE
RESIDENCE

☐ AVEC RECIPROCITE ☐ SANS RECIPROCITE

ENTRE :

La VILLE d'ANTIBES JUAN-LES-PINS, représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Maire, ou par son délégataire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 25 septembre 2020,

ET :

La VILLE de _____, représentée par son Maire, _____, dûment autorisé en la matière par délibération du Conseil Municipal en date du _____,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : CATEGORIES D'ELEVES

Les catégories d'élèves pour lesquelles la Commune de résidence est tenue de participer aux dépenses de fonctionnement, dans les conditions de la présente convention, sont les suivantes :

- a) élèves de l'enseignement primaire qui bénéficient, au sein de leur Commune de résidence, d'une capacité d'accueil suffisante mais en faveur desquels leur Maire, consulté par celui de la Commune d'accueil avant la rentrée scolaire considérée, a donné, par le biais d'un imprimé de dérogation, son accord pour une scolarisation hors de sa commune ;
- b) élèves qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente convention, ont déjà débuté leur scolarité maternelle ou élémentaire sur le territoire de la Commune d'accueil ;
- c) élèves visés par le décret n° 86.425 du 12 Mars 1986, pris pour l'application du 5^{ème} alinéa de l'article 23 de la loi n° 83.663 du 22 Juillet 1983 modifiée, à savoir :
du fait d'obligations professionnelles des parents, de l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune, ou de raisons médicales.

ARTICLE 2 : TEMPERAMENT

L'accord donné à un élève de commencer ou poursuivre sa scolarité à l'extérieur de sa commune entraîne de facto la non remise en cause, aussi bien par la commune de résidence que par la commune d'accueil de la scolarité en maternelle (petite à grande section) ou de celle en élémentaire (CP à CM2) entamée ou poursuivie.

La Commune d'accueil est, en revanche, tenue de supporter seule les charges de fonctionnement dans le cas d'enfants visés à l'alinéa a) de l'article 1 qu'elle aurait accepté d'inscrire sans que le Maire de la Commune de résidence ait donné son accord, sauf cas exceptionnels, qui seront traités, au cas par cas, avec la Commune concernée.

En cas de garde alternée, la Ville d'Antibes contribuera à 50 %. si la Commune de résidence participe également par réciprocité.

Lorsque les deux parents résident chacun dans deux communes différentes de celle d'accueil, la contribution sera de 50 % pour chacune des deux communes de résidence.

ARTICLE 3 : FORMALISME

Chaque trimestre, le Maire de la Commune d'accueil doit adresser au Maire de la Commune de résidence, la liste des élèves mentionnés à l'article 1, par catégorie.

La liste récapitulative des élèves concernés fait obligatoirement mention, pour chaque enfant :

- de ses nom et prénom ;
- de l'école fréquentée ainsi que sa classe au titre de la présente année scolaire ;

Cette opération est effectuée trimestriellement afin de considérer en cours d'année scolaire, les inscriptions, les radiations et les déménagements.

ARTICLE 4 : COUT

Le montant du coût élève s'élève à 740 euros (sept cent quarante euros €) et s'appliquera à compter de septembre 2020 et ce pour toute l'année scolaire 2020-2021.

ARTICLE 5 : CALCUL

Le montant de la contribution due par la Commune de résidence est égal au produit du coût d'un élève par le nombre d'élèves de cette Commune, scolarisés sur le territoire de la Commune d'accueil.

ARTICLE 6 : DUREE

La présente convention prend effet au 1^{er} septembre 2020, et s'appliquera jusqu'à la fin de l'année scolaire 2020-2021.

La présente convention peut être dénoncée à l'initiative d'une Commune qui n'engagera qu'elle, par lettre recommandée, avec accusé réception, 3 mois avant la date d'échéance.

ARTICLE 7 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Tout recours contre la présente convention devra être porté devant la Juridiction Administrative.

Antibes, le

Le Maire de la commune de :

Le Maire d'Antibes Juan-les-Pins

Jean LEONETTI